Ferhad IBRAHIM, Heidi WEDEL (sous la direction de), *Probleme der Zivilgesellschaft in Vorderen Orient*, préface de F. Büttner, Opladen, Leske + Budrich, 1995, 180 p.

Hamit BOZARSLAN

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/127>

DOI : 10.4000/cemoti.127

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Hamit BOZARSLAN, « Ferhad IBRAHIM, Heidi WEDEL (sous la direction de), *Probleme der Zivilgesellschaft in Vorderen Orient*, préface de F. Büttner, Opladen, Leske + Budrich, 1995, 180 p. », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/127> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.127>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

Ferhad IBRAHIM, Heidi WEDEL (sous la direction de), Probleme der Zivilgesellschaft in Vorderen Orient, préface de F. Büttner, Opladen, Leske + Budrich, 1995, 180 p.

Hamit BOZARSLAN

- 1 L'ouvrage collectif sous la direction de F. Ibrahim et Heidi Wedel porte sur un sujet tombé en désuétude en France : la société civile au Proche-Orient. Il comprend une introduction commune des deux directeurs et sept chapitres : " Les débats arabes sur la société civile " (F. Ibrahim) ; " Les organisations professionnelles comme porteuses de la société civile en Egypte " (C. Harders, C. Jürgensen, T. Tabbara) ; " La Syrie : Royaume du Leviathan " (H. G. Lobmeyer) ; " Les obstacles politiques et juridiques à la construction d'une société civile en Turquie " (G. Gürbey) ; " Naissance d'une société civile dans la République de Turquie : instruments d'une démocratisation ou de nouvelles organisations d'élite ? " (H. Wedel) ; " La contre-culture comme expression de la société civile dans la République islamique d'Iran " (A. Schirazi) et enfin, " Société civile sans Etat : exemple de la Palestine " (A. Jamal). Plus qu'une présentation classique, l'introduction donne la véritable trame de l'ouvrage. Les auteurs soulignent le caractère problématique du débat sur la notion de société civile en général et au Moyen-Orient en particulier (un concept importé d'Occident, voire "réimporté" d'Europe de l'Est sous l'impulsion des événements des années 80) et, surtout de ses protagonistes dans le monde musulman. En Occident le libéralisme et la gauche ont imposé les termes actuels du débat. Dans le monde musulman toutefois, il est nécessaire de prendre en considération une troisième force dont l'amplification coïncide avec l'émergence du débat lui-même : le mouvement islamiste.
- 2 L'introduction rappelle les principales théories sur la société civile. Les deux auteurs passent tout d'abord en revue l'analyse de Ralf Dahrendorf et l'intérêt qu'il porte

notamment à la notion de “civilité” à laquelle l’adhésion, à la fois de l’Etat et des organisations intermédiaires, constituerait la condition *sine qua non* de l’existence d’une société civile. Pour les besoins de l’analyse, les auteurs soulignent également l’importance qu’il accorde aux *voluntary associations* et au degré de tolérance de l’Etat à leur égard. En deuxième lieu, les auteurs citent les travaux d’Edouard Shils pour qui la société civile nécessite la régulation des conflits par le biais des institutions juridiques, donc la légitimation de la pluralité. Dans cette logique, l’Etat cesse d’être le protagoniste de la société civile pour en devenir une composante. Charles Taylor de son côté souligne les risques de corporatisme qu’implique une telle approche et la nécessité de combiner Locke et Rousseau avec Montesquieu. Enfin, les auteurs soulignent l’importance de Gramsci, dont les idées, notamment la distinction qu’il établit entre la société civile et la société politique, sont largement débattues dans le monde musulman.

- 3 Sans trancher le débat, les auteurs se concentrent, dans un deuxième temps, sur la spécificité du Moyen-Orient qui s’expliquerait par l’islam politique. Spécificité et scepticisme vont d’ailleurs de pair : “Il est invraisemblable que, dans un ordre islamique qui ne laisse aucune place aux droits politiques individuels et condamne toute pluralité, lui préférant l’unité, l’existence d’une société civile puisse être tolérée” (p. 17).
- 4 Dans un article très dense, F. Ibrahim met en relief les trois tendances des débats sur la société civile dans le monde arabe : ceux qui voient dans l’islam la source unique de l’ordre politique et social ; l’Etat, dont la politique de libéralisation économique (*infitah*) a aggravé les problèmes, et les forces “sécularistes” qui sont les plus faibles. Ces dernières doivent en outre combattre les deux autres adversaires en même temps. L’auteur analyse également les trois types de discours que les intellectuels libéraux, de gauche et islamistes arabes ont produit sur la société civile. Toutefois, l’antagonisme entre les islamistes et les “sécularistes” constitue pour lui l’enjeu principal de la société civile. Suivant B. Ghalioun, l’auteur les présente comme porteurs de deux projets civilisationnels incompatibles.
- 5 L’article collectif sur l’Egypte est d’une grande richesse tant par sa capacité de rendre compte des discussions égyptiennes sur la société civile que celle de saisir la complexité de la situation. Les schèmes dichotomiques sont loin de pouvoir cerner cette situation : les auteurs présentent d’une manière un peu éparpillée, comment, derrière l’“islam politique” se rassemble dans les faits une multitude de dynamiques et de stratégies de contestation mais aussi d’intégration (à titre d’exemple, un journal proche des Frères musulmans participe aux funérailles de Farag Fuda, tué par les islamistes ou cherche le rapprochement avec les coptes). Mais l’article est surtout riche en ce qu’il souligne l’extraordinaire effervescence des organisations professionnelles circonscrivant un espace que l’Etat a du mal à contrôler. Les auteurs soulignent également l’impossibilité d’établir une distinction entre les groupes d’intérêt, partout considérés comme organes de la société civile, et les islamistes, qui constituent la force majeure des organisations professionnelles. L’article donne des chiffres éloquentes sur ces organisations devenues “le champ d’expérimentation” des islamistes. La place que ces derniers y occupent constitue sans doute un démenti aux hypothèses qui expliquent l’islam politique uniquement par la misère des faubourgs. Mais il serait cependant difficile de les considérer comme des clubs de “nantis” : professionnellement parlant, elles sont aussi les lieux d’organisation d’une certaine marginalisation, des “chômeurs diplômés”,

jeunes et célibataires. Sociologiquement parlant, ces organisations affirment leur place dans un pays où la vie politique est étroitement contrôlée, sinon réduite à une simple façade. Pendant des années, l'Etat les a tolérées car elles servaient essentiellement de "soupape": en lâchant du lest dans ce domaine de solidarité professionnelle, il pouvait mieux contrôler le domaine politique. Ce "partage" des domaines, potentiellement conflictuel, n'était pas tenable et n'a d'ailleurs pas tenu: l'Etat a considérablement accru sa pression au cours des dernières années. Les auteurs tirent une conclusion lucide: les organisations professionnelles peuvent servir de tremplin pour des carrières politiques individuelles, mais elles ne peuvent se substituer au politique. Leur succès se mesurera alors par leur capacité à devenir elles-mêmes des acteurs indépendants de l'Etat et par leur rôle dans l'émergence d'autres types d'acteurs, également indépendants du pouvoir.

- 6 L'article de Lobmeyer sur la Syrie est également lucide, mais offre des perspectives infiniment plus sombres. Analysant le système "patrimonialiste" syrien et sa façade démocratique (le Front national progressif), l'auteur précise que deux processus vont de pair: la privatisation de l'Etat et l'étatisation de la société. Le parti et les organisations dites de masse constituent deux éléments institutionnels de la domination patrimoniale. A travers eux se tissent les liens de patronage avec le régime et s'effectue le partage des richesses (comme l'accès à l'université). Ainsi les groupes d'intérêt existent, mais ils s'articulent du haut vers le bas. La libéralisation économique, la première *infatih* comme la deuxième, n'ont pas donné naissance à des groupes indépendants. L'Etat ne peut se permettre de perdre le contrôle de l'économie et de la redistribution des richesses, alors qu'en contre-partie, la bourgeoisie naissante, clientélisée, a tout intérêt à s'insérer dans le système plutôt qu'à promouvoir une société civile. En somme, contrairement aux prévisions plutôt optimistes de R.A. Hinnebusch, Lobmeyer ne voit guère de libéralisation en Syrie; au contraire, le Leviathan règne désormais d'une manière plus subtile, mais tout aussi efficace.
- 7 Dans le premier article sur la Turquie, G. Gürbey analyse les bases idéologiques et juridiques du système turc et les rapports de force (ou la division des tâches, *de facto*, mais en partie aussi constitutionnelle,) entre les militaires et civils. L'article est richement documenté (notamment sur le rôle du Conseil national de la sécurité et le principe constitutionnel de l'"unité et l'indivisibilité de l'Etat avec sa patrie et sa nation"). L'auteur porte une attention particulière à l'impact de ces bases juridiques et idéologiques sur l'évolution de la question kurde, et partant, sur l'émergence de la société civile en Turquie d'une manière générale.
- 8 H. Wedel prend le relais, pour ainsi dire, de G. Gürbey pour s'intéresser à l'émergence de nouvelles organisations dans plusieurs domaines (économie, droits de l'homme ou des femmes). Elle observe que l'effervescence des organisations de la société civile en Turquie depuis une dizaine d'années s'explique surtout par la reconversion des anciens militants de gauche ou par la transformation de certains groupes libéraux. Elle avance une idée originale: ces nouvelles organisations ne sont pas, comme le montre leur mépris à l'égard des nouveaux immigrants des *gecekondu* (bidonvilles) populaires ou populistes, mais élitistes. En somme, même si l'auteur n'en établit pas la généalogie, elles perpétuent la tradition occidentaliste turque, notamment sous sa forme unioniste et kémaliste, qui méprisait la "populace" (*avam*). Si bien que ces organisations se composent de peu de membres, et n'exercent qu'un impact limité sur la société. Enfin, H. Wedel s'intéresse également à la société civile kurde.

- 9 L'article sur l'Iran est extrêmement novateur : soulevant d'emblée les problèmes que la problématique de la " société civile " pose sous un régime autoritaire, Shirazi renonce à étudier les " organisations ". Il déplace alors le débat vers le domaine culturel, domaine clef entre tous, notamment parce que le régime iranien le considère comme celui de sa spécificité et de sa légitimité. Or, sur ce plan, le pouvoir iranien doit faire face à des oppositions importantes de la part des contre-cultures : religieuse (le pouvoir " religieux " est loin de pouvoir contrôler ce domaine) ; universitaire (le paradigme " islamiste " n'apporte pas les instruments nécessaires pour faire de la recherche, mais n'arrive pas non plus à l'appropriation) ; artistique (cinéma et littérature défient le pouvoir, les femmes parlent de leur sexualité dans leurs romans, les livres " non conformes " s'arrachent) ; journalistique (on peut écrire des articles très critiques mais formellement pas anti-islamiques). Enfin, l'" immoralité " est devenue une forme particulière de la contre-culture. Le pouvoir ne parvient visiblement pas à " islamiser " la culture, encore moins à la monopoliser : 5 000 clubs vidéo servent 3 millions de familles, et 700 000 familles sont reliées au monde par les antennes paraboliques. Visiblement las, un député iranien dénonce l'" invasion " de la forteresse par l'intérieur : " Si vous voulez savoir ce que l'invasion culturelle signifie, vous trouverez la réponse dans les programmes de la radio et de la télévision ". Enfin, Shirazi précise que le déplacement de l'opposition vers le domaine culturel ne suffit guère à démocratiser le pays, mais explique l'ampleur du rejet de l'idéologie prônée par l'Etat. Quant à la société civile, elle ne pourrait voir le jour qu'avec une presse libre et des organisations indépendantes.
- 10 Enfin dans le dernier article, A. Jamal analyse les organisations civiles palestiniennes qui émergent dans les années 70, mais en symbiose avec l'autorité politique palestinienne. L'OLP est autorité et organe d'allocation en même temps. Les groupes d'intérêt naissants ne peuvent alors faire preuve d'indépendance, à l'exception des organisations religieuses, mais là encore, notamment en ce qui concerne les organisations musulmanes, la ligne de démarcation avec le politique est floue. En conclusion l'auteur explique qu'une société civile peut émerger sans Etat, mais qu'elle ne peut en ce cas se développer pleinement.
- 11 Après cette récapitulation, nécessairement sommaire, ajoutons quelques mots sur les fils conducteurs de l'ouvrage et les pistes novatrices qu'il ouvre. L'utilité et la nécessité d'un travail sur ce sujet ne font pas de doute. Toutefois, l'ouvrage se heurte inévitablement à l'ambiguïté du concept même de société civile. Il en couvre la totalité, mais pour cette même raison, comme le précise Dalal al-Bizri cité par Ibrahim, la société civile " ressemble à une boîte noire (p. 23). En deuxième lieu, la formation, dans l'introduction, d'un couple " séculariste - islamiste ", nous paraît gênante. En effet, par le passé, on a pu constater la faiblesse d'une telle dichotomie (la guerre du Golfe en a sans doute été l'exemple le plus frappant). Les auteurs ne réfléchissent guère sur les passerelles entre les deux catégories. Mais l'erreur vient surtout du fait que, comme dans les discussions sur la modernité ou la démocratie, l'analyse ne s'intéresse pas aux rapports de pouvoir ou aux rapports au pouvoir, mais plutôt à une catégorie clairement normative prise pour paradigme. Si bien que l'analyse ne porte pas sur les pratiques oppositionnelles (ou gouvernementales) des courants qui se définissent comme islamistes, mais sur leur nature ontologiquement antidémocratique. L'horizon de la recherche s'en trouve ainsi rétréci : autant l'article collectif sur l'Egypte prend en considération les organisations professionnelles contrôlées par les Islamistes, autant

celui de H. Wedel -au demeurant fort riche - les exclut de son domaine de recherche, comme d'ailleurs de nombreuses associations collectives et réseaux islamistes (et alévis) ou encore des syndicats dont certains sont contrôlés par les islamistes.

- 12 En troisième lieu, les relations entre la société et le pouvoir sont souvent analysées en termes dichotomiques, ou au mieux, réducteurs. Cette approche écarte la notion de " contre-pouvoir " et rétrécit également le champ de recherche (il est vrai que ceux-ci sont absents dans certains pays, notamment en Syrie). Ainsi, les " municipalités " ne sont pas prises en considération alors que, au moins en Turquie, elles constituent le point nodal du " policy making " à l'échelle locale. De même, les réseaux informels de quartier, de parenté, mais aussi du clientélisme, importants pour toutes les sociétés analysées, sont largement écartés du champ d'étude. L'analyse, explicite ou implicite, de l'Etat comme " patrimonial ", " homogène " voire " monolithique " et "hégémonique" restreint également le champ d'étude et interdit de voir les passerelles entre la société et le pouvoir. Or, sans changer la nature du régime, encore moins de l'Etat, de multiples stratégies individuelles et collectives, souvent difficiles à saisir, lient les groupes informels au pouvoir. Là encore il semble nécessaire d'élargir la recherche de sorte d'y inclure les " terroirs ". Enfin, tout en accentuant fortement la spécificité " islamique " de la région proche-orientale, les auteurs restent largement dépendants des matrices occidentales du débat sur la société civile : les *açabiyya* de divers ordres ainsi que les phénomènes ethniques -à l'exception du cas kurde, analysé comme une question politique- ne sont pas pris en considération.
- 13 Il n'en demeure cependant pas moins que l'ouvrage proposé est riche en pistes de recherche. Ainsi, l'analyse que H. Wedel fait des organisations qui ont émergé dans les années 80 en Turquie comme élitistes est novatrice et mérite d'être poursuivie. La " société civile " peut-elle être également interprétée comme lieu de formation de nouvelles distinctions et stratification, ou de la reproduction des anciens clivages de culture et de valeurs ? De même l'analyse que nous propose Lobmeyer des rapports entre la nouvelle bourgeoisie et le pouvoir, entre l'économie et le contrôle politique (le premier acceptant l'hégémonie du deuxième plutôt qu'une démocratisation ou l'émergence d'une société civile) est très riche et mène plus loin la discussion entamée par l'équipe de Gh. Salamé dans les *Démocraties sans démocrates*. Enfin, le déplacement de la discussion vers les " contre-cultures " par Shirazi est salutaire et mérite d'être poursuivie. En effet, l'auteur montre comment, bien avant sa reformulation, la thèse du " choc des civilisations " a été mise en application par les partisans de la révolution culturelle en Iran (Huntington n'aurait eu visiblement aucun mal à se trouver dans la peau d'un ayatollah en Iran). Mais loin d'opposer deux civilisations distinctes, la lutte autour de la culture se mène surtout sur des scènes " domestiques ". Shirazi démontre comment la République islamique a perdu la bataille sur son propre terrain, là où il avait lui-même choisi ses armes : le champ culturel. Les déclarations et les campagnes successives des dirigeants iraniens contre l'" invasion culturelle " ne peuvent donc être interprétées uniquement comme des tentatives d'" inventer l'ennemi " à l'intérieur pour renforcer le régime, ou comme une cynique mise en oeuvre de théories du complot, mais comme autant de manifestations d'une véritable lutte de pouvoir qui se mène dans ce domaine.

RÉSUMÉS

L'ouvrage collectif sous la direction de F. Ibrahim et Heidi Wedel porte sur un sujet tombé en désuétude en France : la société civile au Proche-Orient. Les auteurs soulignent le caractère problématique du débat sur la notion de société civile en général et au Proche-Orient en particulier et surtout des ses protagonistes. En Occident, le libéralisme et la gauche ont imposé les termes actuels du débat. Dans le monde musulman toutefois, il est nécessaire de prendre en considération une troisième force dont l'amplification coïncide avec l'émergence du débat lui-même : le mouvement islamiste.